

34^{ème} congrès :

Les communistes ouvrent les débats

Projet, Rassemblement, Organisation du PCF, analyse des évolutions de la mondialisation capitaliste... Avec 3 rencontres nationales, les communistes ont commencé leurs travaux avant la phase statutaire qui s'ouvrira en Septembre. Le point avec les communistes de Loire-Atlantique qui ont participé aux rencontres de Paris, Marseille et Tours.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 853

19 juin 2008

prix : 0,70 €



Luttes sociales : Les communistes mobilisés !



Après une année de batailles politiques et sociales, la Fédération du PCF et l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique vous souhaitent de bons congés estivaux.

Qu'ils soient profitables au repos, à la détente, à la réflexion... Et aux mobilisations utiles à la riposte à la politique de casse du gouvernement

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Total(e) Aumône

0.8%, c'est la part de profits réalisés que Total s'est engagée à reverser au titre de la prime à la cuve de Gasoil. Entre 2002 et 2008, les profits de Total ont tout simplement doublé pour passer de 6.26 milliards d'euros à 12.2 milliards. A qui profite la crise?



Sarkozy embauche des fonctionnaires !

Si le gouvernement Sarkozy/Fillon aime à répéter que les caisses sont vides, elles ne le sont pas pour tout le monde. Au moment où, les fonctionnaires sont fortement mobilisés contre les réductions de poste, le budget de l'Elysée progresse de 8% soit plusieurs millions d'euros supplémentaires. Parmi les principales hausses la dotation du chef de l'Etat (+29%) et les frais de personnels (+10.9%).

Visiblement, l'organisation du show Sarkozy n'a pas de prix! Elle semble plus importante, pour le pouvoir de droite que l'Education nationale.

Social Euro 2008

Ironie de l'Histoire: alors que les tenants de l'Europe libérale, attrapaient des sueurs en voyant s'empiler les bulletins «NON» du référendum irlandais pour la ratification du traité de Lisbonne, la France rencontrait la Hollande à l'occasion de l'Euro de football. Un derby des peuples ayant voté NON en 2005 en quelque sorte. Et un 3ème peuple, le seul consulté sur le nouveau traité, de rejoindre le camp du refus d'une Europe autoritaire et libérale. Et si Sarkozy et ses amis avaient eu tort de vouloir rejouer le match?

Carton rouge à Fillon

Les députés communistes ont choisi de remettre le premier carton rouge de l'Euro 2008 à... François Fillon ! Une manière symbolique et peu orthodoxe de protester à l'unisson avec les fonctionnaires et les cheminots en lutte et avec tous les salariés «saignés par la politique du gouvernement et du MEDEF» a dénoncé Jean-Jacques Candelier pour le groupe communiste, appelant à «d'autres mesures» financées par l'argent engrangé par les patrons du CAC 40 (+58% en 2007)

50 millions d'euros

C'est le montant cumulé des dix plus gros parachutes dorés que les entreprises françaises ont prévu de verser en 2008. Un quart des sociétés du CAC 40 prévoit de verser des parachutes dorés. Puisqu'on vous dit que les caisses sont vides !

Point de vue

par Yann VINCE



En proposant une nouvelle et importante réforme des institutions, Nicolas Sarkozy veut faire entrer la Vème République dans une nouvelle ère. De fait cette réforme confirme la dérive monarchique de la constitution déjà observée par l'affirmation du rôle prééminent du chef de l'Etat au détriment du Par-

lement et donc de la représentation nationale. Cette évolution, dangereuse pour la démocratie relève du mépris de l'expression populaire. Déjà inscrite dans la logique institutionnelle depuis l'élection du président de la République au suffrage universel (réforme de 1962), l'affirmation de cette prééminence, renforcée par l'introduction du quinquennat en 2000, est aggravée avec la personnalisation à outrance du régime (qualifiée de «dérive bonapartiste» par Anicet Le Pors) et l'institutionnalisation du bipartisme PS-UMP.

Vers des assises pour une république sociale et participative

Les communistes affirment leur conviction qu'on ne pourra changer la société qu'en entreprenant une nouvelle donne démocratique, un nouveau partage des pouvoirs dans tous les domaines : il faut une République démocratique renforçant le rôle du Parlement, instaurant la proportionnelle à toutes les élections, étendant le droit de vote et d'éligibilité à tous les résidents étrangers ; une République sociale où les salariés puissent faire respecter leurs droits et leur liberté d'expression au travail, étendant leur pouvoir d'intervention et où les entreprises pourraient rendre des comptes sur leurs stratégies financières, sociales et environnementales ; une

République participative où les citoyens aient des pouvoirs réels d'intervention directe, donnant aux collectivités territoriales des moyens pour favoriser la participation des citoyens, garantissant le droit à référendum et instituant un droit citoyen à l'élaboration des lois. Enfin, il faut rendre révisables les traités

européens et démocratiser les institutions internationales. C'est en ce sens que le PCF présentant ses propositions prend l'initiative d'ouvrir un grand débat national au travers d'Assises pour une nouvelle République, sociale et participative.

La droite casse le fret SNCF



Il ne se passe pratiquement pas de jour sans que le gouvernement ne s'attaque au service public. Tous les secteurs sont concernés. La récente grève des cheminots a révélé les tenants et aboutissants de la «réorganisation par branches d'activité» mises en œuvre à la SNCF. La direction de l'entreprise publique souhaite en effet dédier spécifiquement au transport de marchandises, une partie des matériels et du personnel. Cette gestion «par produit» est censée permettre un retour à l'équilibre économique de l'activité fret. Mais si cette stratégie a permis de réduire les

pertes, l'amélioration reste purement financière. Le volume total des marchandises transportées continue de baisser, «la faute à la concurrence» explique la direction de la SNCF qui légitime son projet de réorganisation par la nécessité de s'adapter à l'apparition sur le marché, de nouveaux opérateurs.

Pour les organisations syndicales, le but réel de cette réorganisation est «de passer d'un développement durable à un développement rentable». Elles accusent en effet la direction de procéder à «un repli sur les trafics

les plus rentables et de livrer les autres à la concurrence avec l'accord du gouvernement». Cette stratégie est responsable, selon elles, de la réduction de la part modale du ferroviaire dans le transport de marchandises de 20,6 % en 2000 à 12 % aujourd'hui. A contrario des mesures annoncées, les syndicats proposent de maintenir et de moderniser les infrastructures de fret et de renoncer à la spécialisation des personnels. Pour eux, la polyvalence des agents est un gage de souplesse pour l'entreprise et la garantie

d'une utilisation optimale de ses moyens.

Ce que révèle cette «réorganisation» c'est qu'entre les discours (le «Grenelle de l'environnement») et les actes, il y a un fossé. L'un des enjeux cruciaux de cette stratégie de repli sur les trafics les plus rentables de la SNCF, est le transfert sur les routes d'un trafic fret qui ne devrait pas quitter les rails ! Le tout camion contre les trains. De quoi faire réfléchir aux conséquences sur l'environnement des politiques libérales en œuvre.

DACIA LOGAN MCV

LE VÉHICULE 7 PLACES LE MOINS CHER DU MARCHÉ !

Sinon il vous reste l'autobus !

SOYEZ LOGIQUE, SOYEZ LOGAN

Garantie 3 ans ou 100 000 km* / Existe en 5 places / Motorisations Renault

à partir de 10 940€

3 ANS GARANTIE

15 Plus de 1000 options

www.dacia.fr

DACIA groupe Renault

VITE LU VITE DIT

Criminalisation des actions syndicales des enseignants : Le PCF interpelle le préfet

Dans un courrier officiel, Michel Rica, au nom des communistes de Loire-Atlantique et de leurs élu(e)s a demandé instamment au préfet de «suspendre toute poursuite contre l'enseignant arrêté lors de l'évacuation de l'Inspection académique par les forces de police, le 11 juin.».

/.../ «Il n'est pas concevable que la seule réponse de l'Etat à ce mouvement de parents d'élèves et d'enseignants du primaire, engagé depuis de nombreuses semaines et qui n'a cessé de montrer sa détermination contre les mesures Darcos et ses conséquences, soit la répression.

Vous devez entendre ce mécontentement, amorcer un dialogue sérieux et approfondi avec l'ensemble des parties prenantes ; les questions éducatives méritent mieux que la seule répression engagée contre un enseignant.

L'Etat investit de nouveau dans les Chantiers

L'Etat vient d'entrer dans le capital d'Aker Yard. Concrètement, disposant de 9% de capital en plus des 25% d'Alstom, l'Etat bénéficie désormais d'une minorité de blocage de 34%. Une annonce qui va dans le bon sens. Les salariées, mais aussi les élu(e)s communistes demandant depuis longtemps que l'Etat prenne sa responsabilité. Mais Joel Cadoret, pour la CGT témoigne à la fois de la «satisfaction» des salariés mais aussi d'une «très grande prudence». Rappelant la méfiance face aux «effets d'annonces dont le gouvernement Sarkozy est coutumier», mais surtout aux «grandes questions qui restent posées» sur l'emploi ou encore les commandes faisant aujourd'hui défaut.

■ Les portuaires en lutte reçoivent le soutien des parlementaires PCF

A l'occasion de sa venue dans le département pour soutenir et échanger avec les représentants des personnels des ports et docks, NLA a rencontré Daniel Paul, député communiste du Havre.



NLA : Pourquoi es-tu dans le département aujourd'hui ?

Daniel PAUL : Dans quelques jours, aura lieu à l'Assemblée le débat sur la réforme portuaire. Je n'imaginai pas participer activement à la discussion sans avoir rencontré les acteurs de différents ports. Ceux du Havre, bien sûr, où je suis élu, mais aussi ceux de Rouen, un port fluvio maritime et ceux de Nantes/Saint-Nazaire, un port généraliste. J'ai évidemment rencontré les responsables nationaux de la Fédération CGT des Ports et Docks. Je pense que c'est en allant à la rencontre des salariés, là où ils travaillent et luttent, que l'on est mieux à même de connaître le dossier.

NLA : Quelles appréciations portes-tu sur les luttes en cours ?

Daniel PAUL : Elles sont légitimes, face à la réforme idéologique voulue par le gouvernement. Les salariés défendent bien sûr leurs intérêts – et ils ont toutes les raisons de le faire – mais ils se battent aussi pour conserver à leurs ports la possibilité de garder et de développer des trafics spécifiques nourrissant le développement industriel de

leur région. C'est vrai à Nantes, comme dans tous les ports.

NLA : Ton avis sur la situation à gauche, quelles perspectives ?

Daniel PAUL : L'absence de projet politique alternatif pèse lourdement et la droite utilise la «fenêtre» dont elle dispose pour une offensive générale qui vise à adapter étroitement notre pays – ses droits démocratiques, ses services publics, sa protection sociale... – aux exigences du capitalisme financier, mondialisé.

La gauche devrait être unie face à cette offensive ; aussi, comment ne pas être inquiet quand sa principale composante, le PS, pourrait servir de béquille à la droite en laissant passer un texte aussi insuffisant, que la réforme des institutions ?

On sait ce que la bipolarisation a donné ailleurs : elle menace notre pays. Les communistes veulent contribuer au débat nécessaire. Pour eux-mêmes et leur Parti, tout d'abord, mais aussi en étant force de proposition, de soutien aux luttes et force de rassemblement, pour une alternative de gauche à la politique actuelle.

«Ils veulent nous vendre à la découpe»

«Ce qu'ils veulent faire va au-delà d'une simple privatisation. Ils veulent nous vendre à la découpe, c'est le démantèlement du Port qui nous inquiète» lance un salarié. Le Havrais Daniel Paul connaît le dossier et l'échange est fructueux pour la bataille que les uns mènent sur les quais, dans l'entreprise et les autres à l'Assemblée, face au gouvernement.

Daniel Paul rappelle que «L'Etat exige des entreprises dont il est actionnaire, et d'une certaine manière, les ports rentrent dans ce cas de figure, d'importants dividendes. Cela conduit les entreprises à une politique salariale et sociale plus dure». Il rappelle la volonté des députés communistes d'obtenir un maximum d'améliorations pour les salariés même si



la loi est votée. Par exemple la capacité des salariés du port, externalisés à retourner au port a déjà été passée de 5 à 7 ans. Les communistes présenteront un amendement pour qu'elle soit portée à 40 ans. Yves Tual, pour le syndicat CGT des ports et docks ajoute «Il faut aussi se battre pour que le port puisse continuer d'utiliser les outillages. D'autant qu'ici, contrairement au Havre, ils ont été financés à 90% par l'argent public».

Pour Daniel Paul, la réforme illustre la politique de casse des entreprises publiques que met en œuvre le gouvernement. «L'Etat se désengage mais les

collectivités locales seront certainement à nouveau sollicitées». Et l'échange portera avant tout sur l'enjeu de service public. Yves Tual prend l'exemple du terminal céréalier du port qui sert aujourd'hui tout le Grand Ouest. «Si une entreprise privée met la main dessus, elle sera en situation de monopole, ce sera catastrophique pour l'économie régionale.»

Du débat ressort l'ambition partagée de croiser le fer avec le gouvernement et de continuer de chercher les convergences possibles pour montrer que l'avenir des ports concerne de très nombreux salariés dans leur bassin d'emploi.

■ Ecoles : La police intervient à l'Inspection académique de Nantes»

Depuis des semaines, enseignants et parents sont mobilisés, particulièrement en Loire-Atlantique, pour défendre l'école des mesures gouvernementales de casse des services publics. La seule réponse du Ministre a été la provocation qui constitue la promotion du service minimum d'accueil, limitant et contraignant l'exercice du droit de grève ! Mercredi 11 juin après midi, enseignants et parents ont pacifiquement occupé leur inspection académique lors d'une manifestation qui continuait de demander le retrait des mesures Darcos, 200 postes supplémentaires pour la Loire-Atlantique et des emplois statutaires pour lutter contre la précarité. Ordre a été donné aux forces de police de faire évacuer les locaux. Les manifestants ont été malmenés, bousculés. Au moment où venait de se négocier, avec les syndicats, le départ des locaux, un manifestant a été interpellé et aussitôt conduit menotté au commissariat. Qui que soit le commanditaire de cette intervention des forces de l'ordre, la FSU 44 estime que la situation n'appelait pas cette réponse et que le dialogue avec l'intersyndicale pouvait permettre une issue pacifique. La responsabilité du gouvernement est engagée. La décision de faire intervenir la police contre des manifestants enga-



gés dans une action symbolique, n'est certainement pas la démonstration d'une volonté de dialogue social. Nous dénonçons de telles méthodes à l'égard de parents et d'enseignants exprimant leur inquiétude pour l'avenir de l'école. Nous demandons l'arrêt des poursuites engagées à l'encontre du professeur d'école mis en cause et la reprise du dialogue sur les revendications portées par l'intersyndicale du premier degré, par les personnels et par les parents mobilisés et dans l'action.

Le dossier.

34^{ème} congrès

Les communistes ouvrent leurs débats

De l'assemblée extraordinaire des communistes de Décembre 2007 était monté 2 idées fortes. La première témoignait de l'attachement des communistes à leur parti.

La seconde portait sur la nécessité d'organiser des débats sans exclusives et de manière rigoureuse. Dès lors, c'est une proposition de calendrier ambitieuse sur le papier qui a été proposée par le conseil national du PCF. 8 commissions thématiques, 3 rencontres nationales, 1 ren-

contre internationale et 1 université d'été avant d'entamer la phase statutaire en Septembre au sortir de

« Permettre aux communistes de s'emparer du débat pour réussir congrès d'avenir »

la fête de l'Humanité. **Pourtant, les premiers éléments (textes et rencontres nationales) laissent un goût d'inachevé à de nombreux communistes.**

Parmi ceux-ci, plusieurs dirigeants, par-

fois porteurs de propositions hier diamétralement opposées, accusent la direction nationale (dont ils font

souvent partie) de vouloir verrouiller le débat. La crainte est forte, chez les militants de voir les initiatives de signatures de textes se multiplier et nuire au débat serein qui doit s'ouvrir pour réussir un congrès d'avenir.

La crise idéologique qui traverse la gauche est profonde. Elle se traduit dans la social-démocratie européenne par une accélération des velléités hégémonique et, à l'extrême gauche par la tentative de structuration d'une organisation de contestation refusant les rassemblements à gauche qui permettent la participation des révolutionnaires aux institutions.

2008 verra les congrès de l'ensemble des formations de gauche. **Comment imaginer que celui**



du PCF ne soit pas à la hauteur des enjeux ?

La question de la visée communiste dans un monde dominé par le capitalisme financia-

risé, celle des rassemblements nécessaires à la transformation sociale, celle enfin de la forme et de l'actualité de l'organisation communistes font l'objet de toute l'attention des communistes.

Fort de son histoire, riche de la considérable diversité de ses militants, le PCF dispose des outils nécessaires pour construire et répondre aux enjeux du 21^{ème} siècle. Le 34^{ème} congrès doit y contribuer. Les communistes veilleront à ce qu'il ne soit pas un rendez vous manqué.

Paris : Quel monde aujourd'hui ?

Michel DEJEU

« Quel monde aujourd'hui ? » c'était le thème de la première des trois journées nationales qui lancent le congrès. Tout un samedi place du Colonel Fabien, j'aurais pu



m'ennuyer, c'est le contraire qui s'est passé. Question : Ce libéralisme qui paraît tout emporter, n'est il pas un colosse aux pieds d'argile ? De toute façon, disait Patrick Le Hyaric nous n'avons pas le choix :

« Du global au local, il y a un seul et même combat à mener. A nous de le faire vivre. ». J'ai apprécié que, nous ayons pris du temps pour réfléchir aux enjeux d'un nouveau mode de développe-

« Se méfier des idées toutes faites »

ment de la planète. Rien ne m'exaspère davantage, en effet, que d'entendre les « bobos » rassasiés réclamer la décroissance, nous obliger à faire du vélo ou à utiliser les agro carburants ! Pour autant, toutes celles et tous ceux qui veulent changer le monde, devront s'interroger sur le contenu d'une croissance qui préservera l'avenir de notre planète tout en nous permettant de répondre à notre ambition de justice sociale. Compatible avec le capitalisme ? « Dans un monde ultra complexe, méfiez-vous des idées toutes faites » conseillait un syndicaliste dans la salle. Il disait cela à propos de la Chine « communiste », « ce pays qui a acheté une énorme quantité de bons du trésor américains, qui se pose des questions sur la répartition des fruits de sa croissance, qui s'interroge pour savoir comment construire une sécurité sociale, qui oblige les multinationales à avoir des syndicats dans leurs entreprises quand elles veulent s'installer à Shanghai ou à Pékin ».

Marseille : Quel projet ? Quel rassemblement ?

Mireille PERNOT

Entre les introductions au débat, et les comptes-rendus de commissions, 10 intervenants étaient pré-selectionnés. Peu de temps de débat donc et une difficulté à dégager quelque chose de cohérent.



Plusieurs réflexions suite à cette rencontre :

• Pour dégager une pensée claire et collective, il faut sortir de la caricature sur certains thèmes (Style l'éolienne contre le nucléaire), sinon, nous allons droit dans le borborygme idéologique de la « décroissance ». **Quel type de développement humain proposons-nous ? Posons ce type de débat**

« Retravailler notre rapport aux luttes »

en termes clairs et précis, afin que les adhérents puissent se l'approprier, l'enrichir et décider.

• Tout le monde s'accorde sur le fait qu'un projet n'est pas une addition de propositions mais je ne partage pas l'insistance de certains sur la nécessité qu'il soit « réaliste ». **A toute époque, le degré de « réalisme » est fonction de l'audace initiale ET de la force du mouvement qui le porte.**

• D'où la nécessité de travailler l'aspect des rassemblements capables de l'emporter face à la machine de guerre capitaliste actuelle. Il nous faut donc retravailler notre rapport aux luttes. Plus que « relai » des luttes, ou participants/spectateurs des manifestations, il nous faut être force motrice des combats de notre temps. **Il ne s'agit pas de revenir à la notion « d'avant-garde éclairée », mais bien d'être à nouveaux utiles à l'envie de lutte, d'être perçus comme un outil de combat.** Sinon, où se forgeront le projet communiste et nos futurs cadres ? Dans les réunions ?

Tours : Quel transformations ?

Pedro MAIA



Enfin une rencontre nationale qui aura permis d'aborder les vraies questions posées au PCF à quelques mois de son congrès. Des questions d'existence, d'organisation, de directions et de démocratie. Je crois que les militants

communistes sont repartis de Tours en ayant réaffirmé la nécessité d'un parti communiste dans notre pays, parti qui doit opérer des changements profonds mais qui a le potentiel de le

« Réaffirmer la nécessité d'un Parti communiste dans notre pays »

faire. Tout le contraire ce qui est paru dans la presse nationale et qui avait l'objectif de maintenir le doute jusqu'au congrès. Pour ma part, je retiendrai que les débats ont été riches et constructifs, sans tabous. Il était à craindre qu'après les 2 rencontres de Paris et de Marseille, les non-dits prédominent. Marie-George Buffet s'est positionné sur l'avenir de notre parti, précisant notamment sa volonté de ne pas remettre en cause l'existence du PCF. **Les débats préparatoires doivent s'enrichir de l'expérience et des exigences des communistes pour que notre congrès permette d'avancer sur la base d'un projet clair et crédible, le ciment d'une organisation unie et militante, un parti qui rayonne et qui offre une perspective politique à ses militants et à toute la société.**

PRENONS NOTE...

Jusqu'où ira la régression ?

A l'image de la régression générale en cours dans le pays sous la houlette de Sarkozy, un juge a cassé un mariage « pour erreur sur les qualités essentielles du conjoint », ne plus être vierge en l'occurrence. La décision met en cause le droit des femmes à vivre leur sexualité en liberté, à l'égal des hommes et au-delà menace le caractère républicain de notre justice.

23 juin

Le 20 décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné le 23 juin pour célébrer la Journée des services publics. L'Internationale des Services Publics (ISP) représente des syndicats du secteur public de 150 pays du monde entier. L'ISP envisage de marquer cette journée du 23 juin en lançant un appel à l'action en faveur d'un meilleur financement pour le développement et la promotion des services publics de qualité.

Pour un revenu décent

Le jour de la première Conférence nationale du handicap, l'Association « Ni pauvre, ni soumis » a appelé à manifester pour réclamer un revenu d'existence décent.

Contre le démantèlement

La CGT, FSU, CFTD, SUD et les collectifs « Sauvons la recherche » et « Sauvons l'université » dénoncent, dans une lettre à la ministre de la Recherche, l'absence de négociations sur la politique d'enseignement supérieur et de recherche. Ils estiment que les rencontres prévues s'apparentent à une nouvelle « opération médiatique dilatoire ». Ils exigent « l'abandon du démantèlement du CNRS et de l'Inserm en instituts » et la création d'emplois statutaires dans le budget 2009 ».

Les raisons de leur colère

« La création de la famille Fret est un projet stratégique visant à isoler les 20000 cheminots travaillant actuellement pour le transport des marchandises, du reste de l'entreprise. Elle est donc le signal pour que toutes les autres activités mettent en place leur propre filière et des conditions sociales spécifiques dégradées. »... et la fin du statut des cheminots.

Mal-logement

Dans deux décisions rendues publiques début juin, le Conseil de l'Europe a épinglé la France pour l'« insuffisance manifeste » de l'offre de logements sociaux accessibles aux personnes les plus pauvres. Il reconnaît à cette occasion que, si les lois existent en France dans ce domaine, leur effectivité (ou les moyens pour leur application) est insuffisante.

C'était trop beau !

Chômeurs depuis plus de douze mois ou bénéficiaires de certains minima sociaux, ils pensaient, de bonne foi, remplir les conditions — chercher l'emploi où il se trouve — pour bénéficier du crédit d'impôt « mobilité professionnelle » de 1500 euros, créé par le gouvernement Villepin, en 2005. Plus de 50000 contribuables sont sommés de le rembourser.

Europe barbelée

Un projet de loi instaurant des règles communes européennes concernant l'expulsion des sans-papier a été approuvé. Parmi les dispositions les plus cruelles, figure l'allongement de la durée de rétention et le bannissement du territoire de l'UE en cas de résistance. Sa transposition en France aura pour conséquences de passer de 32 jours à 18 mois, la durée possible de rétention.

Les raisons de leur colère

Comme tous les fonctionnaires, les agents des IMPOTS et du TRESOR du département subissent la baisse du pouvoir d'achat, les suppressions d'emploi, les fermetures de sites.

Depuis le 15 mai, des actions se multiplient dans plusieurs départements : assemblées générales quotidiennes, grèves reconductibles, tournante par services, grève des services qui saisissent les déclarations de revenus, distribution de tract aux usagers, alerte des parlementaires. Le 10 juin : ils étaient à Paris.

Les agents des deux administrations subissent depuis plusieurs années, des fermetures de sites pour le Trésor (15 depuis 2004 et 2 en 2009), des suppressions d'emploi (46 depuis 2004) et des regroupements de services pour les impôts.

La fusion des 2 administrations avec l'achèvement du service des impôts des entreprises et la création de celui des particuliers sera accompagnée de concentrations de services sur un même site, au détriment de petites structures dans les quartiers et les petites communes. La complexité de la fiscalité demande à chaque agent un effort de formation très important pour pouvoir répondre aux questions des usagers. Ils craignent de devenir des généralistes de la fiscalité, incapables d'effectuer un travail de qualité et de lutter contre la fraude fiscale.

La loi dite de « mobilité », soumise au Parlement avant les vacances, prévoit entre autre la mise en disponibilité sans solde d'un fonctionnaire en cas de suppression d'emploi, et l'embauche d'intérimaires pour faire face aux pointes de charges. Dans le cadre de la fusion IMPOTS/TRESOR, ce projet, couplé à l'annonce de ne pas remplacer un fonctionnaire sur 3 partant à la retraite, a mis le feu aux poudres. Cette loi est une grave atteinte au statut de la Fonction Publique et constituera un moyen supplémentaire de réduction des dépenses publiques sans qu'aucun état des lieux ne soit réalisé pour définir les missions des administrations et les moyens nécessaires à leur accomplissement.

Annie GICQUEL



Réforme du Service Public de l'Emploi : le piège à chômeurs



À travers la démagogie de Sarkozy, la réforme du SPE cache un changement radical du traitement du chômage en France : c'est l'individu qui est responsable de sa situation de chômage et non la société.

L'indemnisation n'est plus considérée comme un droit (soit un revenu de substitution pour quelqu'un qui a involontairement perdu son emploi et qui a cotisé), mais un devoir (contrepartie à la recherche d'emploi).

Cela était vrai depuis 2004 avec le Pare, mais le nouvel organisme sera fait pour optimiser l'obligation de reprendre un emploi et accélérer le processus contrôle/sanction, puisque l'organisme qui prescrira le paiement des allocations (ASSEDIC) sera aussi celui qui sanctionnera (ANPE).

Le but n'est plus de

sortir durablement les personnes du chômage, mais de leur trouver un emploi le plus rapidement possible. Peu importe s'il s'agit de temps partiels imposés, de précarité : les seuls critères retenus pour une Offre Raisonnée d'Emploi sont l'éloignement géographique et la rémunération. Demain, vous n'aurez plus le droit de choisir votre emploi, c'est le nouvel organisme qui choisira en fonction des besoins patronaux du bassin d'emploi où vous vivez. Cette pression sur les chômeurs rejillira sur tous les salariés : comment réclamer des salaires décents quand une personne ayant un an de chômage sera obligée d'accepter un emploi au niveau de son allocation chômage (soit 65% du salaire net antérieur) !

Julien CHAILLOU

Régression Générale des Politiques Publiques



Prenant prétexte de « moderniser » les politiques publiques, le projet de la droite, avec la Révision Générale des Politiques Publiques, est en fait un immense plan de restriction et de rationnement des services publics, de leurs moyens et sur-

tout de leurs personnels.

Loin de permettre la modernisation des services publics, cette réforme organise leur impuissance et prépare de nouveaux transferts vers le privé. C'est un retour, sous couvert de « réforme » à des relations sociales du XIX^{ème} siècle. Tout ce qui de près ou de loin est, ou ressemble à des protections pour les salariés, à de la solidarité doit être abattu.

La droite et ses consorts du MEDEF nous font une guerre idéologique et populiste à seule fin de marchandiser le service public, le bien commun. Pour eux, c'est la poule aux œufs d'or et l'enrichissement assuré. Pour nous salariés, usagers c'est plus

de précarité et de pauvreté.

La sécurité sociale, les mutuelles, la retraite, le statut des fonctionnaires, le code du travail... toutes les avancées sociales sont en passe d'être détruites.

L'existence d'un service public est un choix citoyen. Justice, défense, éducation, santé, culture, réseaux de transport, fiscalité... relèvent de l'intérêt général. Les fonctionnaires assurent l'exer-

cice des missions qui en découlent.

Aucune véritable analyse de l'évolution de l'intérêt général, aucune analyse des missions qui en découlent ne sont effectuées et débattues. Le but n'est pas de faire mieux au plus près des usagers mais de fusionner, restructurer, supprimer des services administratifs et des emplois. Une machine de guerre contre les services publics est lancée.



Evénements, culture, idées.

Philippe Meirieux : École des marchands ou École des pédagogues?

Après la suppression progressive de la carte scolaire, après l'amputation de deux heures de la semaine scolaire et «le recentrage sur les fondamentaux à l'école primaire, après la publication annoncée des résultats des évaluations des écoles sur Internet dès la prochaine rentrée, après l'annonce de la mise en place d'un «lycée à la carte» et de la suppression de l'année de formation professionnelle des enseignants, on se demande bien ce que le gouvernement va encore inventer ! «Maintenir le cap des réformes» fonctionne ainsi aujourd'hui comme une formule magique, permettant de donner aux Français le sentiment qu'on s'occupe de leur École. Certes, on s'en occupe, et de manière systématique.

• **Le principe** : on améliore la qualité de l'éducation en mettant en concurrence les acteurs - professeurs et cadres éducatifs -, les établissements - au sein de l'enseignement public, comme entre l'enseignement public et l'enseignement privé - et les institutions - l'Éducation nationale, les collectivités territoriales et les associations.

• **La conséquence** : l'État ne garantit plus la qualité du service public, mais se contente de faire jouer les rivalités. Ce qu'on nous présente ici comme le fin du fin de la modernité n'est, en réalité, que le ripolinage de la vieille formule de Mandeville (1670-1733) dans la Fable des abeilles : «Les vices privés font les vertus publiques.»

• **La méthode** : pour accorder le vieux libéralisme à la montée des individualismes, le pouvoir politique développe une technocratie évaluative. Il fixe des standards, multiplie les tests de toutes sortes, rend publics les résultats et laisse les parents — dont on fait ainsi des «consommateurs d'école» - développer leurs stratégies personnelles

afin de trouver les meilleurs établissements pour leurs enfants. • **Le point d'appui** : quand les parents ne sont pas contents de ce qu'ils vivent dans une école, de la manière dont ils sont écoutés et pris au sérieux, de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants, au lieu de s'impliquer et de militer pour améliorer la situation, ils sont simplement invités à changer d'établissement.



• **Le gain** : plus besoin d'investir dans notre École, ni même d'en former les enseignants, car le marché stimule les initiatives et permet d'optimiser le rapport qualité-prix. Plus besoin, non plus, de financer des aides et des dispositifs spécifiques pour permettre aux acteurs de faire face aux difficultés qu'ils rencontrent : on se recentre sur «le cœur du système» - les classes et les cours «normaux» - et l'on réduit drastiquement tout le reste.

• **La pédagogie** : on n'en a pas besoin, car ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas apprendre, c'est leur problème. Ainsi le «pédagogisme» est-il stigmati-

tisé pour son obstination à poser des questions impertinentes. En affirmant qu'il ne suffit pas d'enseigner pour que les élèves apprennent, il fait entrer en compte des variables ni quantifiables ni mesurables : le sujet et son désir, la capacité de l'École à instituer le premier et à susciter le second.

• **L'avenir** : il se conçoit à partir de la vision libérale de la dette, sans aucune considération pour les coûts sociaux à moyen et à long terme de l'échec scolaire. La notion d'investissement est rabattue sur une vision productiviste à court terme.

On fait la même erreur que celle qui, en matière d'écologie et d'environnement durable, compromet l'existence de notre planète. Mais, ici, il ne s'agit plus de se demander quel monde nous laisserons à nos enfants - ce que, malheureusement, nous savons -, mais quels enfants nous laisserons au monde - ce qui reste notre dernière responsabilité.

Face à cette logique d'une extrême cohérence, il convient, plus que jamais de travailler à une alternative crédible.

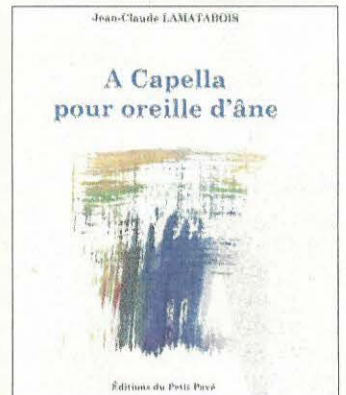
Il nous faut une École où l'État garantisse que les missions de service public de tous les établissements sont bien assurées. Une École qui associe véritablement les professeurs et les familles à la définition de l'intérêt collectif. Une École qui promeuve l'inventivité pédagogique au service de tous les élèves. Une École qui promette à ceux qui s'y investissent, quelles que soient leurs origines, des satisfactions intellectuelles de haut niveau. Une École ambitieuse. Une École pour la République et la démocratie.

Philippe Meirieux est professeur de sciences de l'éducation à l'Université Lumière-Lyon 2. 2008.

LIRE

Riche actualité poétique pour Jean-Claude Lamatabois

Jean-Claude Lamatabois, né en 1943 en Gironde, est l'auteur de nombreux livres : recueils de poèmes, nouvelles, essais et romans, dont : «Au plus grand secret» (Ed. Le Temps des Cerises, 1998), «Ancres Perdues» (Ed. du Petit Pavé, 2002) et «La Pointe de Cœur» (Ed. Le Temps des Cerises, 2005). Il a obtenu, pour des extraits du présent recueil poétique, le Prix de la Francophonie 2006 de la ville de la Baule. Ici,



comme le souligne R. Antoine, historien des Lettres, «cette suite poétique, intitulée A Capella pour oreille d'âne, est prenante en ce qu'elle dispense un itinéraire de vie, la nôtre aussi sans doute. D'abord une fantaisie ensoleillée, où les images insolites et heureuses surgissent. Une musique insistante dit celle des paysages pacifiés-non-apaisés, une nature enchantée et vertigineuse, où l'océan offre, comme une leçon, l'attente éternelle de ses ammonites vivantes. Mais cette lucidité matérialiste doit dépasser ses propres angisses, jusqu'au «dernier sursaut», car bientôt les «cambrures» de la jeunesse», que répètent les courbes calligraphiées par un ami arabe, font place à «l'échine droite» de l'adulte, aux traces déposées de ses combats, à la fureur des causes justes. L'approfondissement s'accomplit : la fugacité d'écrire dans l'objectivité grave a réussi à capter un imaginaire foisonnant au départ, et à l'unifier».

Riche actualité en ce mois de juin 2008 pour notre camarade nazairien, puisque s'annonce, aux Editions nantaises du Petit Véhicule, sous le titre «Beau sera le monde», un nouveau recueil de poèmes et que la revue littéraire Incognita publie également un entretien du «griot blanc de l'outre-temps», selon son directeur Luc Vidal.

J-C Lamatabois : «A Capella pour oreille d'âne», Ed. du Petit Pavé, mai 2008, 16€ ; Revue Incognita, n°3, Ed. Petit Véhicule, Nantes, juin 2008, 152 p., 15€ ; «Beau sera le monde», Ed. Petit Véhicule, Nantes, juin 2008, 15€.

J-C Lamatabois : «A Capella pour oreille d'âne», Ed. du Petit Pavé, mai 2008, 16€ ; Revue Incognita, n°3, Ed. Petit Véhicule, Nantes, juin 2008, 152 p., 15€ ; «Beau sera le monde», Ed. Petit Véhicule, Nantes, juin 2008, 15€.

VOIR...



Pêches et poissons de Loire

La Maison du Département d'Anceins vous invite à découvrir la pêche en Loire vue par les amateurs de photographie. L'exposition estivale présentée par le Conseil général à la Maison du Département d'Anceins, sur le thème « Pêches et poissons en Loire », fait suite au concours photos, organisé dans le cadre des Rencontres du fleuve. Les photographes amateurs font partager leur vision de la Loire avec cette exposition qui se déroule à la Maison du Département d'Anceins du 23 juin au 13 septembre 2008. Maison du Département d'Anceins - 40 place St Pierre, à ANCENIS. Entrée libre. Tél. 02.51.14.04.60.

L'exposition estivale présentée par le Conseil général à la Maison du Département d'Anceins, sur le thème « Pêches et poissons en Loire », fait suite au concours photos, organisé dans le cadre des Rencontres du fleuve. Les photographes amateurs font partager leur vision de la Loire avec cette exposition qui se déroule à la Maison du Département d'Anceins du 23 juin au 13 septembre 2008. Maison du Département d'Anceins - 40 place St Pierre, à ANCENIS. Entrée libre. Tél. 02.51.14.04.60.

MÉDIAS

Google Ombres et lumières

Google est, sur l'Internet, le moteur de recherche le plus connu et utilisé du monde. Il s'est imposé comme le principal point d'accès à la Toile. Ce portail exploite notre besoin de simplicité en nourrissant l'ambition d'être le moteur parfait, apte à comprendre les requêtes des utilisateurs et à leur répondre quasi instantanément. Il offre désormais des dizaines de services gratuits : e-mail, chat, groupes de discussion, archives de

fichiers et d'images, vidéos, et même livres. Pour Ippolita, un collectif italien de recherche pluridisciplinaire, ce livre vise à faire la critique de Google. Il est l'occasion de révéler une stratégie toute particulière de domination culturelle. Cette enquête met ainsi à jour les coulisses des applications que nous sommes toujours plus nombreux à utiliser. Comment fait ce géant multinational, dont le siège opérationnel est en (Californie), pour gagner à tous coups ? Au-delà du discours maison sur la «démocratie électronique» et le «bon capitalisme», Google est avant tout une firme désormais cotée en bourse, aux

profits publicitaires colossaux et exponentiels. En cinq ans, les gains de Google Inc. ont augmenté de 400.000%.



Google est un système de gestion des connais-

sances incroyablement intrusif. Ses stratégies combinent un marketing agressif et une gestion insidieuse de sa propre image. Il reçoit les contributions des coeurs du monde entier, pour revendre aussitôt les fruits de leur travail en toute légalité.

Cet essai pose la première pierre d'une pensée enfin critique visant l'organisation des connaissances et l'industrie des métadonnées dans toute leur complexité : il dévoile les mécanismes cachés de la domination technocratique.

Ippolita, «La Face cachée de Google», Mai 2008, Ed. Manuels Payot, 240 p., 19€.

près de vous

Trignac

Place de la Fraternité



Le local du Secours Populaire ouvrait ses portes sur une place anonyme. Depuis le début juin, cet oubli est réparé. Sur la proposition de Maryvonne SARRAZIN, sa responsable locale, le maire Sabine MAHE et la municipalité ont inauguré la «Place de la Fraternité».

Santé

Michèle Picaud «Ne lâchez pas l'affaire !»

L'institut Renaudot organisait, les 6 et 7 juin derniers ses rencontres nationales à Nantes autour du thème «**Quand les habitants, usagers, citoyens font de la santé !**». 350 personnes ont débattu de la démocratie sanitaire, de la place donnée aux citoyens dans la construction des politiques de santé. «**Qu'en est-il vraiment ?**» se sont demandé les participants au cours de séances plénières mais aussi d'ateliers réalisés directement sur le terrain. Beaucoup de progrès sont, en effet, à réaliser, beaucoup de verrous doivent sauter. «**Ces rencontres ont permis de montrer que les citoyens ont vraiment tout intérêt à s'occuper de leurs affaires. Quand d'autres décident à leur place, c'est rarement pour leur bien**» a remarqué Michèle PICAUD qui représentait la Région.

Nantes Métropole

Emploi : combattre les discriminations

Au moment où le gouvernement fusionne ANPE et ASSEDIC et intensifie sa lutte contre les chômeurs, Michel LUCAS a posé la question de l'efficacité du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Nantes Métropole d'autant que le financement de la maison de l'emploi est menacé. Pour l'élu de Couëron «**une insertion réussie doit permettre de sortir définitivement de la précarité**». Un défi d'autant plus difficile à relever que les problèmes d'emploi «**sont souvent liés à des difficultés existant dans d'autres sphères de la vie sociale**» (logement, santé...). Il a insisté en particulier sur les discriminations «**qui frappent les demandeurs d'emploi issus de l'immigration ou habitant dans un quartier réputé difficile**».

L'invité

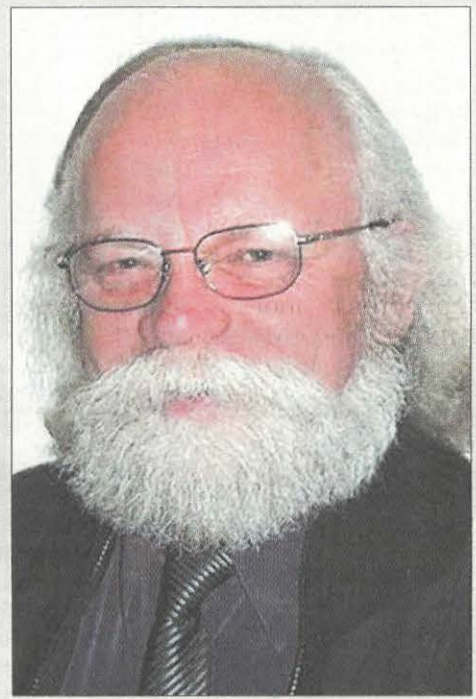
■ L'impératif démocratique

Pour un nouvel élu communiste «surprise» dans une commune où la gauche, pourtant majoritaire, était régulièrement battue aux élections municipales, la tache se révèle vite considérable. Le couperet du scrutin de panachage a tranché sans ménagement pour un basculement général, au profit d'une liste de rassemblement des socialistes, des verts et des communistes, où les non encartés sont majoritaires : il faut y faire vivre de réelles différences, dans l'écoute et le respect mutuel.

Dans notre commune dotoir dans l'ombre du chef-lieu de canton, située de surcroît dans cet entre-deux délaissé de la bi-métropole Nantes/Saint-Nazaire, l'écart s'est depuis longtemps creusé entre les besoins croissants des habitants de lotissements champignons et l'insuffisance générale des services publics. La forte mobilisation actuelle contre les mesures Darcos visant l'école publique est un signe qui ne trompe pas.

Premier pari : s'emparer des dossiers, apprendre tout en prenant sans tarder les premières décisions, prendre le temps d'en faire bien partager les raisons. Second pari: entre le maire, l'équipe de ses adjoints, les conseillers municipaux et les citoyens disposés à participer, c'est un véritable défi que de bien partager toutes les informations. Le changement d'avec l'ancienne équipe est déjà manifeste : elle qui décidait de tout en très petit comité et, à l'heure de l'Internet, en était restée au crayon papier. Pour autant, avec une fracture numérique persistante, la communication n'est pas la panacée de la démocratie locale.

Certes l'actualité a mis surtout en exergue les enjeux institutionnels nationaux, sinon européens pour autant le défi de la démocratie locale à la base n'en reste pas moins crucial. Surtout dans l'enchevêtrement et l'opacité des structures intercommunales, qui atteint ici une complexité labyrinthique. Raison de plus pour mieux en décrypter les rouages et s'efforcer d'y faire souffler une bouffée d'air démocratique.



JEAN-YVES MARTIN
Maire adjoint à la Chapelle-Launay.

L'activité

■ Donges Est

Roger David : «L'extension et l'autoroute de la mer sont deux moteurs du développement durable»

Pour compenser l'extension du port à Donges Est, la commission européenne vient de demander à l'Etat français de se donner les moyens de mettre en œuvre les mesures environnementales préconisées par la commission d'experts qui, après un an de travail, vient de rendre son rapport. En clair, Bruxelles réclame un calendrier et un budget. «**Les pouvoirs publics doivent s'engager**» affirme Roger DAVID pour qui Donges Est et l'autoroute de la mer, sont des «**moteurs de développement durable**» et seront «**créateurs d'emplois de qualité**». D'autant que les cinq cents mètres de quai construits avec les dessertes routières et ferroviaires nécessaires, permettront, selon le Conseiller général communiste, de lancer dans de bonnes conditions, l'autoroute de la mer «**TRANSGASCOGNE**» entre Montoir de Bretagne et Bilbao en Espagne ce qui réduira «**durablement le trafic routier de marchandises, transpyrénéen évalué à 6,1 millions de camions par an constatés sur les autoroutes. Six navires rouliers, avec trois départs par jour dans chaque sens, d'une capacité individuelle de 230 camions, vont participer à réduire les rejets de gaz à effet de serre issus du transport routier**».

■ Saint-Joachim

Conseil municipal extraordinaire

Salle comble en mairie, le 5 juin, pour un Conseil municipal extraordinaire durant lequel la majorité a ôté sa délégation au premier adjoint qui, une semaine plus tôt, suite à un désaccord avec le maire, avait transformé, l'hôtel de ville en camp retranché. Après «**l'affaire de la place de la Commune de Paris et de la Halle du Marché**», cette nouvelle «**médiatisation nous fait du tort, dégrade l'image de notre commune, met en cause notre crédibilité et nous fait perdre un temps précieux**» a regretté Jean Yves ROMAND, au nom des élus de l'opposition. «**Au moment où Sarkozy et son gouvernement frappent dur, les familles, au porte monnaie... nous avons besoin que les élus Briérons s'engagent pleinement et sans attendre dans les luttes pour l'avenir de l'école, pour la santé, pour défendre les services publics et les retraites, pour soutenir les pêcheurs et les agriculteurs, pour participer avec nous et avec les Briérons, aux actions et aux manifestations... pour que notre municipalité continue à être ce qu'elle a été pendant ces vingt cinq dernières années: une municipalité solidaire, un solide point d'appui pour tous les hommes et toutes les femmes de progrès, pour toutes celles et tout ceux qui veulent se défendre, se faire entendre et vivre mieux.**» Jugeant que c'était à la majorité qu'il appartenait de prendre ses responsabilités et de maintenir ou pas le premier adjoint à son poste, les cinq conseillers n'ont pas participé au vote.

■ Loire Atlantique

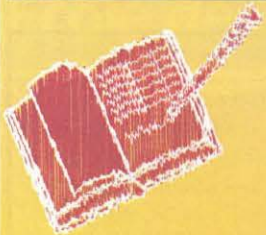
Les pouvoirs publics doivent cesser de retarder les dossiers



volonté de «prendre une série d'initiatives et de riposter dossier par dossier».

Marc JUSTY, président de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains, Gilles BONTEMPS, son secrétaire, et Michel RICA, responsable des communistes de Loire-Atlantique ont donné, début juin, une conférence de presse pour presser le Préfet de «**s'engager davantage pour défendre son territoire**». Ils ont demandé à l'Etat de «**tenir ses engagements**» et de cesser de «**retarder les dossiers**». Les trois responsables ont ainsi donné l'exemple de la ligne Nantes/Châteaubriant où «**le préfet, prétextant des études complémentaires, nous a fait perdre neuf mois**», du dossier de l'aéroport de Notre Dame des Landes où la liaison ferroviaire prévue avec Nantes «**devient une liaison par cars en site propre**». Ils ont aussi accusé le président de la République et son gouvernement de «**brader le patrimoine national**» quand ils liquident, en toute connaissance de cause, le ferroviaire, les autoroutes et les ports. Ils ont annoncé leur

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Loire et Sèvre

Réunion du Comité local le **jeudi 17 juin à 20h00** à l'Espace de Beautour de Vertou.

Rezé

Débat sur l'Ecole le **jeudi 19 juin à 20h30**, salle Jean Jaurès à Rezé.

Val de Loire

Fête de début d'été, le **samedi 21 juin à partir de 12h30** chez Michel et Françoise Bonidan au Cellier.

Loire et Sèvre

Les communistes des Sorinières organisent une vidéo-projection sur Mai 68 et un débat sur la situation politique actuelle le **mercredi 2 juillet à 20h00** salle Agnès Varda, rue des sports (derrière l'Eglise) aux Sorinières.

Alain Manara et Christian Saulnier présents à la «Nuit des écoles» à l'école Gambetta.



Vendredi 13 Juin, les parents d'élèves et enseignants de l'école Gambetta de Saint Nazaire avaient décidé de s'inscrire dans l'initiative nationale d'occupation nocturne des écoles pour protester contre les suppressions des 11 200 postes dans l'éducation et la mise en place des programmes Darcos. Une forme de mobilisation originale, partie de la Loire

Atlantique, sous l'intitulé «Nuit des écoles». Alain Manara, adjoint de proximité des quartiers Nord, et Christian Saulnier sont venus discuter avec les parents d'élèves, les enseignants et apporter le soutien des élus communistes de Saint Nazaire aux mobilisations en cours pour un service public d'éducation de qualité. Les élus communistes se sont engagés à défendre le vote d'une motion dénonçant la politique du gouvernement Fillon au prochain Conseil municipal. Cette semaine, Alain Manara siègera au premier conseil d'école de Gambetta depuis les élections municipales. Sa présence au côté de ceux qui luttent participe de cette volonté des élus communistes de favoriser l'intervention du plus grand nombre et faire vivre une démocratie participative qui n'est pas vide de contenu.

Thanks You Ireland (Merci L'Irlande)

Les tenants de l'Europe libérale actuelle avaient verrouillé le débat en favorisant la ratification par voie parlementaire. Un seul peuple consulté et un résultat sans appel: A 53% les Irlandais sanctionnent nettement le nouveau traité, ressemblant comme 2 gouttes d'eau au traité constitutionnel de 2005, pourtant rejeté par les Français et les Hollandais. Sinn Féin, dont les députés européens siègent avec les communistes dans le groupe GUE / NGL a pris une part active dans la campagne du NON. Et les partisans d'une Europe sociale des peuples solidaires de reprendre espoir. De quoi reprendre en cœur le vieux slogan des républicains irlandais: Tíoch Faid Ar La ! Notre heure viendra !



Nantes : 20 000 tracts pour mettre en valeur l'action des communistes et de leurs élu(e)s

Les communistes de Nantes s'étaient promis de prendre l'offensive politique dès les élections municipales passées. Avec 20 000 tracts couleurs, ils s'en donnent les moyens. L'occasion pour les élu(e)s communistes de témoigner de leur ambition pour Nantes. L'occasion également de lancer une campagne de renforcement de la section de Nantes du PCF.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Débat sur les réfugiés palestiniens



L'association "Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani" tiendra une réunion publique / débat le

Mardi 24 juin 2008 à 20h00

"60 ans d'exil, 60 ans après la Nakba, les réfugiés palestiniens"

La réunion se tiendra à l'Espace Cosmopolis (rue Scribe, passage couvert derrière le théâtre Graslin) à Nantes.

Nous vous invitons cordialement à y assister et à y apporter votre soutien aux réfugiés palestiniens.

Entrée libre.



Chaque année, les jeunes communistes organisent des voyages de solidarité qui constituent une étape importante dans l'activité du mouvement sur les

questions internationales. Ils sont des moments de rencontre et d'échange avec les organisations de jeunes communistes ou progressistes qui y parti-

ciperont. C'est donc l'occasion pour les jeunes communistes d'améliorer leur formation politique, d'avoir une approche plus concrète des réalités que vivent les populations et les jeunes en particulier, dans des sociétés souvent bien différentes de la nôtre mais qui sont confrontées à des problématiques semblables en terme d'éducation, de travail, de droits, de services publics... Pour l'été 2008, nous effectuerons trois séjours, dont un au Sénégal, et nous participerons à deux camps européens en Allemagne et en Grèce. Pour le Sénégal, il s'agira pour nous d'échanger avec les jeunes sénégalais sur les relations nord/sud et le

rôle néfaste du FMI et de la banque mondiale sur l'économie et les questions sociales du pays. La révolte populaire contre le prix de l'alimentation sera certainement un sujet de discussion central. Nous aborderons aussi la récente lutte des étudiants contre la libéralisation de l'enseignement supérieur et pour exiger des logements pour les étudiants qui sont aujourd'hui contraints de dormir dans les couloirs des résidences universitaires. Pendant que Nicolas Sarkozy faisait son sinistre discours de Dakar, les étudiants occupaient l'université pour dénoncer les choix politiques du président tout puissant Abdoulaye Wade qui s'était empressé de

faire verser les bourses en retard pour ne pas que la visite officielle de notre président soit perturbée par les jeunes en colère. Les séjours en Allemagne et en Grèce seront eux tournés vers les questions européennes, des questions d'ordre politique, socio-économique et environnemental. Avec le NON irlandais au traité de Lisbonne nous aurons du grain à moudre, le chemin que prend l'Europe libérale pour les peuples qui la composent, les institutions et la démocratie dans un contexte où le traité n'est pas mis à l'approbation référendaire des citoyens, les relations de l'Union avec le monde et bien sûr l'exigence d'une autre Europe.